

*Il est temps d'agir contre la pauvreté dans le monde. Loin de la réduire, le libre-échange et la politique agricole européenne l'aggravent.*

# Lettre ouverte aux altermondialistes

par GUY VERHOFSTADT

**C**ette lettre ouverte constitue un appel à la formulation de propositions d'action et de réforme qui seront abordées le 26 novembre 2002 dans le cadre de la deuxième Conférence internationale sur la mondialisation qui se tiendra à Louvain (Belgique). Les jeunes sont tout particulièrement encouragés à participer au débat (voir le site [www.globalisationdebate.be](http://www.globalisationdebate.be)).

Alors que le monde entier a les yeux rivés sur l'évolution de la crise irakienne, des questions plus urgentes ont disparu de l'actualité. Quelqu'un se rappelle-t-il encore des vives polémiques qui opposèrent mondialistes et antimondialistes, il y a à peine un an? La pauvreté en tant que thème est-elle passée de mode? Ne s'agissait-il pas de la question du siècle: comment éviter une lutte des classes violente entre les plus pauvres et les plus riches de ce monde? Entre deux milliards de personnes qui, chaque jour, essaient de survivre dans une lutte contre la faim et la maladie, et un demi-milliard de personnes dont la préoccupation principale est de démêler l'intrigue du feuilleton télévisé quotidien? La différence de revenus entre les deux est aujourd'hui en moyenne d'un à trente. Le problème réside dans le fait que cette différence ne se réduit pas, mais au contraire qu'elle se creuse.

Entre les deux groupes vivent environ trois milliards de personnes qui ont également bénéficié des effets de la mondialisation. Des peuples, principalement asiatiques, qui se sont arrachés en une seule génération à la lutte quotidienne qu'il fallait mener pour trouver un logement, des vêtements et de la nourriture. Ils sont la preuve que la mondialisation, le marché et le libre échange constituent la meilleure méthode – la seule méthode avérée – pour triompher de la pauvreté.

Mais les deux milliards de personnes vivant dans la plus totale pauvreté démontrent que le libre-échange et la mondialisation seuls ne suffisent pas. Nous le savons bien au sein de l'Union européenne. Dès les premières phases d'intégration européenne, nous avons aidé les nouveaux Etats membres à s'extirper de l'appauvrissement (ce que nous allons tenter durant cette décennie en Europe centrale et orientale). Avec le libre-échange. Mais également, en se fondant sur une collaboration intense, une aide financière et surtout une participation des populations concernées.

Cessons, par conséquent, de passer d'une mégac conférence à l'autre, à Monterrey, à Rome ou à Johannesburg. En tant qu'Européens et Américains, cessons de nous harceler en nous enfermant dans un schéma réducteur opposant mondialistes et antimondialistes. Nous avons besoin d'un consensus en faveur d'un meilleur développement, d'un consensus en faveur d'efforts plus intenses dans le chef et

dans l'intérêt des Européens et des Américains.

Les développements survenus au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) l'année passée à Doha ont pris une tournure prometteuse, vers le libre échange et un développement accru. Mais nous n'avons pas besoin d'attendre l'OMC. En tant qu'Européens, nous pouvons d'ores et déjà intensifier nos

propres efforts.

Nous pouvons dès aujourd'hui déjà permettre plus de libre-échange. L'initiative européenne dite «Everything but Arms» de février 2001 (initiative par laquelle les 48 pays les plus démunis se sont vu accorder un accès au marché européen sans droits de douane ni contingents) constitue une étape majeure. Mais le fait que la production de produits agricoles

essentiels pour nombre de pays en voie de développement (bananes, riz et sucre) soit dans une large mesure exclue de ce libre accès à notre marché (décision qui vaut respectivement jusqu'en 2006 et en 2009) ne relève-t-il pas de l'hypocrisie?

N'est-il pas significatif que cette mesure européenne ne soit pas appliquée à une série de pays en voie de développement qui, en termes de revenu, dépassent à peine le niveau des pays les plus pauvres? N'est-il pas navrant que cette initiative européenne fut peu suivie par d'autres puissances commerciales prospères? Où restent les Etats-Unis, qui semblent se tenir sans cesse davantage à l'écart du débat sur la mondialisation et qui, récemment, ont instauré des taxes à l'importation sur l'acier et ont accordé des augmentations de subventions au bénéfice de l'agriculture et du textile?

Nous devons aller plus loin. L'agriculture est un secteur clé. Dans les pays en voie de développement, près de 70 % de la population vit de l'agriculture. Dans les riches nations du Nord, ce chiffre dépasse rarement les 5 %. Des milliards de personnes sont tributaires de la production agricole pour leur survie. Pourtant, les Etats membres de l'OCDE appliquent encore toujours pour les produits agricoles des tarifs à l'importation s'élevant en moyenne à 40 %. Il s'agit là du tarif moyen appliqué aux marchandises industrielles au milieu du siècle passé, dans un monde privé de libre-échange. Ce chiffre s'élève aujourd'hui en moyenne à 5 %.

Mais il y a plus. Les subventions (qui permirent jadis à l'Europe de conjurer les déficits alimentaires) chassent aujourd'hui les paysans des pays en voie de développement de leurs terres. La production de sucre est en Europe deux fois plus coûteuse qu'en Afrique du Sud. Mais c'est néan-

moins le sucre européen qui y supplante la production locale. Ces cinq dernières années, la production laitière en Jamaïque a diminué d'un tiers de par l'importation de poudre de lait européenne. Les pêcheurs européens perçoivent des aides telles que leurs flottilles modernes peuvent écumer les ressources de pêche de plus en plus rares le long des côtes africaines.

En dépit des réformes, les exploitations agricoles et les agriculteurs européens bénéficient encore toujours de subventions leur permettant d'évincer du marché leurs concurrents les plus pauvres. L'Europe paye annuellement 120 millions d'euros d'aide au développement à l'Afrique du Sud. Mais le déversement massif de sucre européen sur son marché fait perdre chaque année au pays à peu près le même montant de recettes potentielles à l'exportation. Nous, Européens, combattons la pauvreté d'une main tout en lui permettant de se maintenir de l'autre. Nous atténuons certes la misère, mais nous lui permettons de perdurer en même temps.

Certains pays pauvres tentent de fuir la misère des campagnes. Ils investissent, par exemple, dans la production de textile et de vêtements. Mais le commerce de ces produits est également entravé par des prélèvements à l'importation appliqués par les riches nations industrielles. Tant le consommateur européen que l'ouvrier asiatique ou africain payent le prix.

Les pays les plus pauvres ont besoin de fonds accrus. Ces fonds peuvent provenir d'une opération de remise de dette, à condition que le produit ne soit pas d'emblée affecté à l'achat de nouvelles limousines pour l'élite au pouvoir. L'initiative PPTE (pays pauvres très endettés) renforcée, qui lie l'allègement de la dette à un programme de lutte contre la pauvreté et de réformes économiques, va dans le bon sens, mais peut encore être élargie à davantage de pays démunis. La mise en œuvre de l'initiative pourrait, en outre, être accélérée dès lors qu'on la lierait aux efforts visant un accroissement de l'aide au développement. Et pourquoi ne pas réunir l'ensemble des bailleurs de fonds multilatéraux, bilatéraux et privés dans le fonds PME et le lier plus fortement aux «objectifs de développement humain des Nations unies pour le millénaire»?

Les fonds peuvent également provenir d'une augmentation de l'aide au développement. Les nations occidentales riches accordèrent en 1990 en moyenne 32 dollars à chaque Africain. A l'heure actuelle, ce

montant a quasiment été réduit de moitié. Il devrait être doublé, à certaines conditions toutefois. Il faut que l'aide au développement, à commencer par celle de l'Union européenne, atteigne un niveau d'efficacité plus élevé. Les crédits sont saupoudrés entre les budgets nationaux et sont soumis à des impulsions datant de l'époque coloniale et à des considérations d'ordre commercial. Les organisations non gouvernementales souffrent de bureaucratisme. Les frais de fonctionnement absorbent une partie importante des fonds. Les organisations non gouvernementales occidentales et les autorités occidentales en charge de la coopération sont souvent marquées du sceau du paternalisme. En outre, elles se substituent parfois aux gouvernements des pays pauvres, alors que l'émancipation de la population est essentielle pour conduire au développement et à la prospérité.

Nous devons, pour cette raison, oser accorder aux pays pauvres une voix plus grande. Ils expriment leurs besoins avec insistance, mais ne sont bien souvent pas entendus.

Ma proposition de création d'une structure d'autorité politique internationale, fondée sur les organisations et groupements régionaux, permet une concertation multipolaire démocratique à l'échelle mondiale, où la voix des continents plus pauvres pèserait davantage que par le passé. De notre côté, nous pourrions développer en Europe une coopération plus intense avec l'Union africaine, entre autres sur la base du NEPAD (nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique), qui englobe l'ensemble des éléments du nouveau consensus en matière de développement.

La pauvreté de par le monde requiert une approche commune. La ligne à suivre – le libre-échange mais pas rien que le libre-échange – a été arrêtée depuis longtemps. L'heure est venue d'agir et d'intervenir là où le libre-échange affiche ses faiblesses. Comme l'indiqua Benjamin Barber: *«Si la justice ne peut être partagée de manière égale, l'injustice se répartira de manière égale. Si tous ne peuvent bénéficier de la prospérité, la paupérisation – matérielle et spirituelle – s'imposera à nous tous. C'est la dure leçon que nous apprend l'interdépendance.»* C'est le défi que nous devons relever. Dans notre propre intérêt ●

**Guy Verhofstadt** est le Premier ministre de la Belgique.